

Le parquet espagnol ouvre une enquête sur Carod-Rovira

La rencontre, "près de Perpignan", du N°2 du gouvernement catalan, Carod-Rovira avec des dirigeants de l'ETA, n'en finit pas de déchaîner les passions en Espagne.

Le procureur général de l'Etat espagnol a ouvert hier une enquête préliminaire sur une réunion entre l'ex-numéro deux du gouvernement régional catalan, José Luis Carod-Rovira, et la direction de l'ETA. Cette enquête cherche à déterminer "la finalité" de cette rencontre. "Il s'agit de savoir ce que proposait le dirigeant catalan et ce que proposaient les terroristes" de l'organisation séparatiste basque, a insisté M. Cardenal. Des sources judiciaires espagnoles ont aussi annoncé qu'un parquet français avait ouvert une enquête puisque la rencontre a eu lieu en territoire français, mais cette information n'a pas été confirmée en-deçà des Pyrénées.

Accusation d'Aznar. En Espagne, l'affaire continue à agiter la campagne des élections législatives du 14 mars. Hier, le chef du gouvernement espagnol, José María Aznar, a accusé Carod-Rovira, d'avoir conclu un pacte avec l'ETA aux termes duquel l'organisation basque armée s'abstenait de commettre des attentats en Catalogne susceptibles de nuire à son parti. "Il a conclu un accord selon lequel cette organisation terroriste pouvait continuer à tuer où elle le souhaitait mais pas en Catalogne", a affirmé M. Aznar lors d'une conférence de presse.

Selon M. Aznar, "il a été très clair-



Hier, Aznar a une nouvelle fois sonné la charge contre Carod.

ment entendu que l'organisation terroriste se réservait le droit de tuer en Catalogne dès lors que cela ne nuisait pas à *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC), le parti indépendantiste catalan dirigé par M. Carod-Rovira.

"C'est un accord qui est connu et reconnu, cette réunion, ces termes, cet accord, par des dirigeants d'*Esquerra Republicana de Catalunya*", a affirmé le chef du gouvernement central, sans fournir d'indication sur l'éventuelle contrepartie apportée par M. Carod-Rovira.

M. Aznar s'est scandalisé de ce que le leader catalan "ait annoncé qu'il allait se présenter aux élections générales (du 14 mars), n'ait pas présenté d'excuses et ait annoncé son retour à son poste antérieur".

Nombre de personnalités se sont demandées pourquoi les dirigeants de l'ETA n'avaient pas été arrêtés à cette occasion, si comme l'affirmait la presse les services secrets avaient été au courant de la rencontre. "N'ajoutons pas l'insulte à la horite !", s'est exclamé M. Aznar en se demandant "comment on pouvait s'imaginer que des services aient eu la possibilité d'arrêter des dirigeants de l'ETA et ne l'aient pas fait".

Contre-attaque de Zapatero.

De son côté, le leader socialiste José Luis Rodríguez-Zapatero a reporté son indignation sur le chef du gouvernement espagnol accusé d'avoir "utilisé les services de sécurité de l'Etat pour attaquer l'adversaire". Un comportement qualifié de "scandaloux et grave", mettant en péril la "crédibilité des institutions fondamentales de l'Etat". Zapatero réclame au président de la "Fiscalia general" de l'Etat, Jesús Cardenal, d'enquêter à ce sujet, mais ce dernier a préféré ouvrir une enquête sur les agissements de Carod-Rovira. En revanche, le président de l'Audience nationale, Fuengairino, conseillait hier publiquement au juge Garzón de se déclarer incompetent pour instruire la plainte présentée par l'Association de victimes du terrorisme contre Carod-Rovira pour "collaboration avec une bande armée", s'agissant d'un élu.

D'après ce magistrat, seuls sont éventuellement compétents, le Tribunal supérieur de Catalogne et le Tribunal suprême espagnol pour possible délit commis hors d'Espagne.

Le leader d'Izquierda Unida (ex communistes) Gaspar Llamazares, réclame lui aussi une enquête judiciaire contre le gouvernement espagnol qu'il accuse d'agir par intérêt partisan au lieu de le faire contre le terrorisme. C'est d'ailleurs la question que pose Carod-Rovira, qui lui aussi a repris du poil de la bête: "Si les policiers qui m'ont suivi savaient avec qui j'étais, pourquoi ne sont-ils pas intervenus?".

Quant au gouvernement tripartite catalan, il affirme qu'il est sorti renforcé de ce violent coup de boutoir que lui a porté le parti conservateur au pouvoir à Madrid. Hier, le ministre et ancien maire de Gérone, Joaquim Nadal se montrait confiant que, passées les législatives du 14 mars, tout sera rentré dans l'ordre et que la fonction de "Conseller en cap" sera rétablie et coiffera un membre de l'ERC, "sans l'ombre d'un doute, car il convient de respecter l'accord tripartite". Joan Saura, le troisième homme de l'exécutif trouvé pour sa part "légitime que Carod revienne au gouvernement après les législatives".

Joana Viusà et AFP